



Communiqué de presse

Le 11 janvier 2018

RDC : Non à la stratégie criminelle de Joseph Kabila pour se maintenir au pouvoir !

Suite aux événements d'une extrême violence survenus le 31 décembre dernier à Kinshasa, la campagne internationale Tournons la Page dénonce une nouvelle fois les dérives autoritaires du régime du Président Joseph Kabila en République Démocratique du Congo. Un Président qui continue de s'accrocher au pouvoir depuis décembre 2016 au mépris du respect de la constitution de son propre pays et de ses concitoyens. Maintenu au pouvoir suite à l'accord de la Saint-Sylvestre 2016 sous l'égide de la Conférence Episcopale du Congo (CENCO), le Président Joseph Kabila n'en a pas respecté les résolutions, notamment la plus importante, l'organisation d'élections libres et transparentes avant décembre 2017. La non-application de ces accords n'a fait qu'accroître un climat de méfiance et d'instabilité déjà bien présent et a plongé le pays dans une inquiétante crise socioéconomique et politique.

C'est dans cette optique que le Comité Laïc de Coordination (CLC), regroupement d'associations laïques catholiques, a appelé à des manifestations publiques le dimanche 31 décembre 2017 pour revendiquer l'application de l'accord de la Saint-Sylvestre mais aussi réitérer l'appel au Président Kabila à quitter le pouvoir. Une violente répression s'est abattue sur des manifestants pacifiques appelant à la paix et à l'alternance démocratique. Plusieurs églises ont par ailleurs été attaquées par des policiers lourdement armés en dépit du principe immuable d'inviolabilité des lieux de culte. On compte des dizaines d'arrestation, dont des prêtres, des enfants de chœur et des militants pro-démocratie ainsi qu'une dizaine de morts sur l'ensemble du pays. Ces nouvelles victimes du régime autoritaire de Joseph Kabila viennent s'ajouter à la longue liste des personnes aujourd'hui arbitrairement détenues par la justice congolaise, en violation du droit international, comme les militants de l'association FILIMBI, association membre de Tournons la Page.

Tournons La Page dénonce par ailleurs une grave atteinte aux droits et libertés reconnus et garantis aux citoyens suite à la coupure de la connexion internet mobile et du service de messagerie de téléphonie mobile à la demande du gouvernement congolais.

Face à la répression violente qui s'est abattue sur les manifestations, Tournons la Page rappelle que :

- L'organisation d'élections libres est une condition indispensable à l'alternance démocratique ;
- Seule l'alternance démocratique peut permettre une amélioration de la gouvernance d'un pays et ainsi permettre une meilleure répartition des richesses pour le bénéfice du plus grand nombre ;
- Sous des prétextes sécuritaires et économiques, les puissances occidentales, et en particulier la France, ne doivent pas aider des gouvernements autoritaires comme celui de Joseph Kabila à renforcer ses organes de contrôle des populations dans le



TOURNONS LA PAGE

but d'asseoir davantage son pouvoir. Il revient à la communauté internationale de faire preuve de discernement pour éviter ses erreurs de jugement passées et voir dans le maintien en place d'une dictature un gage de stabilité et de sécurisation de ses intérêts économiques.

Face à la détérioration de la situation et aux violations des droits humains en RDC, Tournons la Page :

- Exige la fin des restrictions et des violations des droits fondamentaux des citoyens congolais, notamment celui de manifester librement dans le respect de la constitution et du droit international.
- Demande à l'Union Européenne de condamner unanimement les agissements du Président Kabila, sans se soucier des intérêts économiques ou sécuritaires de certains de ses états membres.
- Demande que les pays membres du Conseil de Sécurité de l'ONU, notamment la France, saisisse la Cour Pénale Internationale pour qu'elle enquête sur les faits, crimes et autres violations des droits de l'homme enregistrés depuis décembre 2016 à la suite du refus du Président Kabila de quitter le pouvoir, conformément à la limitation de ses deux mandats.
- Exige que soient prises de nouvelles sanctions internationales à l'encontre des plus hautes autorités du pays, du Président Kabila à l'ensemble de ses proches responsables civils, politiques, administratifs, policiers et militaires et que des mesures fortes soient prises pour protéger les militants pacifiques de la démocratie.
- Salue le courage des organisations de la société civile, laïques comme confessionnelles, dans leur combat quotidien pour la démocratie et l'alternance et les encourage dans leur mobilisation pour poursuivre les actions en justice initiées à ce jour contre des responsables publics pour qu'ils répondent de leurs crimes.

Contacts Presse :

Jean-Chrysostome Kijana, Coordinateur de Tournons La Page RDC

Tél: +243 998 893 542

Mail: chrysokijana@gmail.com

Etienne Leforestier, Coordination internationale Tournons La Page

Tél: + 33 1 45 49 70 97

Mail: afrique.democratie@secours-catholique.org